



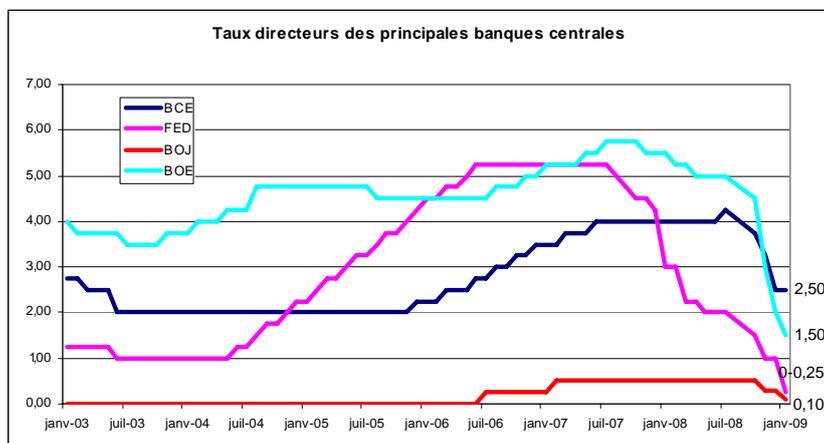
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

La FED réduit ses taux à des niveaux historiques bas

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne se réunira le 15 janvier 2009.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a décidé le 17 décembre 2008 d'abaisser son principal taux directeur de 1 % à une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité souligne dans son communiqué que les pressions inflationnistes se sont fortement réduites. Il constate la dégradation du marché de l'emploi. En décembre 2008, l'économie américaine a détruit 524 000 emplois contre 584 000 en novembre (chiffre révisé) et le taux de chômage est estimé à 7,2 %. En novembre 2008, l'indice des prix lié aux dépenses de consommation des ménages a reculé de 1,1 % par rapport à octobre. Hors alimentation et énergie, l'indice est resté stable. En glissement annuel, l'inflation est estimée à 1,4 % contre 3,2 % en octobre. La production industrielle a baissé de 0,6 % par rapport à octobre et de 5,5 % en glissement annuel. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,6 % par rapport à octobre pour le 5<sup>e</sup> mois consécutif. Au mois de décembre 2008, l'indice de confiance des consommateurs (Conference board) perd 6,7 points par rapport à novembre à 38 points.



### Chômage

Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France ...

En France, fin novembre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 1 (les personnes inscrites à l'ANPE déclarant être à la recherche d'un emploi à plein temps et à durée indéterminée, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois) s'établit à 2 068 500, soit une hausse en données corrigées des variations saisonnières de 3,2 % (+ 64 000 personnes). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 augmente de 8,5 % (+ 12 % pour les hommes et + 4,8 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie 1 croît de 14,3 %.

... et variation limitée du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, est selon Eurostat de 7,8 % en novembre 2008, en progression de 0,1 % par rapport à octobre. Il était de 7,2 % en novembre 2007. Le taux de chômage dans les 27 pays

membres de l'Union (UE27) s'est élevé à 7,2 % en novembre 2008. Il était de 6,9 % en novembre 2007. En octobre 2008, le taux de chômage des moins de 25 ans est estimé à 16,4 % dans la zone euro tout comme dans l'UE27.

## Inflation

recul de l'inflation en France et dans la zone euro

En novembre 2008, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,5 % sur un mois ; l'inflation sous-jacente s'élève en glissement annuel à 1,9 %.

Selon une estimation provisoire d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro (ZE15) s'établirait à 1,6 % en décembre 2008, contre 2,1 % en octobre 2008.

## Asie/Pacifique

La BoJ abaisse de 20 points de base son taux directeur dans un contexte de récession amplifié

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé lors de sa réunion du 19 décembre 2008 d'abaisser de 0,30 % à 0,10 % son taux pour contenir l'appréciation du yen. Cette décision intervient dans un contexte de récession de l'économie japonaise. Le PIB japonais s'est contracté de 0,5 % (chiffre révisé) au troisième trimestre 2008 et non de 0,1 % comme annoncé précédemment, soit un recul de 1,8 % en glissement annuel au lieu de 0,4 %. En novembre 2008, la production industrielle du Japon a chuté de 8,1 % par rapport à octobre. La consommation des ménages a reculé de 0,5 % pour le neuvième mois consécutif. Les prix à la consommation hors produits frais ont augmenté de 1,0 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 3,9 % en hausse de 0,2 %. Les exportations ont chuté de 26,7 % sur un an à cause de l'effondrement des livraisons vers les Etats-Unis (-33,8 %), l'Union européenne (-30,8 %) et la Chine (-24,5 %). Les importations ont reculé de 14,4 %. Le déficit commercial atteint 1,8 milliard d'euros. Le gouvernement japonais prévoit une croissance nulle pour l'exercice 2009-2010 et a revu à la baisse à 0,8 % au lieu de 1,3 % ses prévisions pour l'exercice 2010-2011.

La Banque centrale de Chine baisse de nouveau ses taux pour soutenir la croissance

La Banque centrale de Chine a réduit de 27 points de base ses taux de dépôts et prêts à un an. A compter du 21 décembre 2008, le taux des prêts passe à 5,31 % et celui des dépôts est fixé à 2,25 %. La Banque centrale de Chine a également annoncé la baisse des taux des réserves obligatoires de 50 points de base, à 15,5 % pour les cinq plus grandes banques et à 13,5 % pour les banques petites et moyennes. Ces nouvelles baisses des taux interviennent dans un contexte de ralentissement de l'économie chinoise. Au mois de novembre 2008, la production industrielle chinoise a progressé de 5,4 % sur un an contre 8,2 % en octobre 2008. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,4 % en novembre et l'inflation est estimée à 6,3 % en glissement annuel. Les exportations ont fléchi de 2,7 % et les importations ont chuté de 17,9 %. L'excédent commercial a atteint 40,1 milliards de dollars contre 35,2 milliards en octobre.

## Conseil de surveillance de l'IEOM

Baisse du taux de réescompte de 75 points de base

Le Conseil de surveillance de l'IEOM s'est réuni le 9 décembre 2008 à Paris sous la présidence de M. Jean-Pierre Landau, sous-gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, directeur général.

Le Conseil a fait un point sur la situation économique et financière des trois collectivités d'outre-mer du Pacifique.

Le Conseil a procédé à un examen de la situation monétaire au 30 juin 2008 et fait le point sur l'impact de la crise financière sur les économies des trois collectivités. Dans le cadre du dispositif arrêté au plan national, un suivi régulier des crédits bancaires a été mis en place par l'IEOM et les directeurs d'agence assurent la fonction de médiateur local du crédit.

Compte tenu du contexte économique et monétaire qui prévaut dans les trois collectivités d'outre-mer du Pacifique et de l'évolution récente du taux directeur de l'Eurosystème, le Conseil de surveillance a décidé de diminuer le taux de réescompte de 75 points de base pour le fixer à 2 % à compter du 16 décembre 2008.

Le Conseil a examiné et validé le budget de l'IEOM pour l'exercice 2009 tant en ce qui concerne les frais de fonctionnement que les investissements.

## Plan de relance de l'outre-mer

Le fonds d'investissement exceptionnel mieux doté

M. Yves Jégo, secrétaire d'Etat en charge de l'outre-mer a annoncé le 9 décembre 2008 que le plan de relance française s'appliquait également à l'outre-mer qui va disposer d'une enveloppe de 113 millions d'euros dans le fonds exceptionnel d'investissements pour soutenir les grands projets des collectivités. Les mesures de portée nationale s'appliqueront sans dispositions particulières dans les DOM.

## Le dispositif de suivi de la crise par les Instituts d'émission

Dans le contexte de la crise financière, l'IEDOM et l'IEOM assurent un suivi de l'application des directives gouvernementales et des implications dans les DOM et les COM, à partir des informations quantitatives et qualitatives recueillies par les agences.

Le dispositif d'accompagnement des entreprises, mis en œuvre dans le cadre du plan de financement de l'économie, est désormais opérationnel dans l'ensemble des géographies. Globalement, les établissements de crédit déclarent ne pas avoir de problème de liquidité et ne pas avoir modifié leur politique de crédit. Si aucune évolution sensible des crédits n'est observable dans les COM, on note un ralentissement du rythme de croissance des encours dans les DOM au cours du troisième trimestre 2008.

Concernant l'activité économique, le ralentissement de la conjoncture amorcé au début de l'année 2008 dans les DCOM à l'exception de la Nouvelle-Calédonie se poursuit au quatrième trimestre, avec notamment une baisse significative de l'activité dans les secteurs de la construction et du commerce automobile. Il est cependant difficile d'identifier, à ce stade, un éventuel impact de la crise financière, d'autant que d'autres facteurs sont à l'origine de ce ralentissement dans les différentes géographies (baisse de la commande publique, mouvements sociaux récents affectant l'activité de nombreux secteurs..).

## Cinquantième de l'IEDOM

L'IEDOM (Institut d'émission des départements d'outre-mer) a fêté le 7 janvier 2009 le cinquantième anniversaire de sa création. Au cours de ces cinquante années d'existence, l'IEDOM a su relever plusieurs défis d'importance :

- dans le domaine fiduciaire, l'harmonisation des signes monétaires avec le déploiement en 1975 du franc Banque de France, puis la mise en place en 2002 de l'euro ;
- dans le domaine des systèmes de paiement, d'importants progrès ont été réalisés sur le traitement des valeurs, l'échange physique des moyens de paiement au sein des chambres de compensation locales ayant fait place à une dématérialisation des flux qui demain sera gérée au niveau européen ;
- au titre des missions de service public exercées pour le compte de l'Etat, la mise à disposition des usagers de la communauté bancaire de facilités identiques à celles disponibles en métropole : ainsi, l'objectif d'exhaustivité des fichiers nationaux gérés par la Banque de France est atteint, la transmission des informations ayant été certes facilitée par les progrès des télécommunications ; de même pour le traitement des situations de surendettement des ménages les agences de l'IEDOM rendent le même service que les succursales de la Banque de France ;
- au titre des services d'intérêt général, l'IEDOM a su s'imposer comme un observateur attentif, impartial et écouté de la conjoncture et du développement des économies ultramarines comme en atteste le nombre, la qualité et l'audience de ses publications.

Le cadre institutionnel de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer a lui aussi évolué : la création de l'Eurosystème a conforté l'IEDOM dans son rôle de banquier central délégué dont le capital d'expérience et la connaissance de réalités ultramarines sont reconnus. La traduction concrète de cette reconnaissance est donnée par l'ordonnance du 19 avril 2000 qui fait de l'IEDOM un établissement public autonome intégré à l'Eurosystème et étroitement associé à la Banque de France.

Différents événements sont prévus tout au long de l'année, en agences comme au siège de l'IEDOM.

## Informations bancaires et réglementaires

Charte d'accessibilité du droit au compte effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009

10<sup>th</sup> anniversaire de l'euro

La charte d'accessibilité pour renforcer l'effectivité du droit au compte, adoptée par l'AFCEI (Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) et homologuée par un arrêté du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, est entrée en application le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2009, la monnaie unique a fêté son dixième anniversaire qui a aussi été marqué par l'entrée de la Slovaquie dans la zone euro comme 16<sup>e</sup> membre. A cette occasion, les pays de la zone euro émettront en janvier une pièce commémorative de 2 euros.

## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

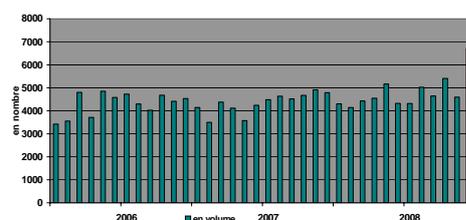
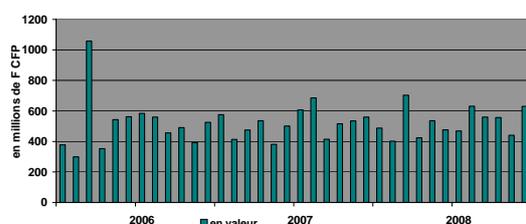
en millions de F CFP	nov-06	nov-07	nov-08	var. 07/06	var. 08/07
Circulation fiduciaire	1 613	1 758	1 905	9,0%	8,4%
Dépôts à vue	2 479	2 303	2 482	-7,1%	7,8%
Total M1	4 092	4 060	4 386	-0,8%	8,0%
M2-M1	425	405	412	-4,7%	1,7%
Total M3	5 069	5 403	5 883	6,6%	8,9%

### Concours à caractère bancaire

en millions de F CFP	sept-06	sept-07	sept-08	var. 07/06	var. 08/07
Crédits de trésorerie	871	907	1 000	4,1%	10,3%
Crédits à l'équipement	538	514	503	-4,5%	-2,1%
Crédits à l'habitat	919	759	656	-17,4%	-13,6%
Autres crédits	208	386	401	85,6%	3,9%
Sous total	2 537	2 564	2 560	1,1%	-0,2%
Créances douteuses brutes	594	508	472	-14,5%	-7,1%
Total	3 131	3 072	3 032	-1,9%	-1,3%

### Compensation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	déc-08	6 716	46,2%	40,2%
	cumulée	déc-08	57 618	13,2%	10,9%
Compensation (en millions de CFP)	mensuelle	déc-08	629,4	43,1%	12,4%
	cumulée	déc-08	6 315,9	11,1%	1,9%



### Incidents bancaires

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements par chèque	mensuelle	déc-08	122	29,8%	110,3%
	cumulée	déc-08	961	14,5%	24,8%
Retraits de cartes bancaires	mensuelle	déc-08	1	-	-
	cumulée	déc-08	12	9,1%	-45,5%

### Interdits bancaires

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc-08	429	0,7%	15,0%
	dont personnes physiques	déc-08	416	0,7%	15,6%
	dont personnes morales	déc-08	13	-	-

### Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	déc-08	44	-2,2%	-10,2%
		déc-08	15	-6,3%	25,0%

### La cotation des entreprises par l'IEOM

La cotation établie par l'IEOM est un indicateur de la santé financière d'une entreprise. Elle permet d'apprécier la capacité d'une entreprise à honorer ses engagements financiers à un horizon de trois ans. La cotation est établie sur des éléments objectifs : un ou plusieurs bilans comptables, des renseignements fournis par les banques, le journal des annonces légales... Ces informations sont au besoin complétées par des éléments qualitatifs fournis par le chef d'entreprise lors d'un entretien de cotation.

Faire coter son entreprise par l'IEOM présente plusieurs intérêts :

- la cotation donne à l'entreprise une évaluation indépendante de sa situation financière et de son évolution,
- la cotation permet de renforcer les demandes de crédit auprès des Banques ou les dossiers d'appels d'offre,
- la cotation permet aux banques de se refinancer auprès de la Banque Centrale et de faire bénéficier à ses clients d'un taux d'intérêt bonifié (le réescompte),
- La cotation est une information strictement confidentielle, à laquelle seule l'entreprise concernée et les banques ont accès. La méthodologie et le code de conduite de la Banque de France sont appliqués par l'IEOM.

Pour faire coter votre entreprise ou pour obtenir des renseignements complémentaires sur la cotation, merci de contacter le Service Crédit de l'IEOM au 72.00.36.

## 3 – Actualité régionale

.....

### FIDJI

#### L'IPC

L'indice des prix à la consommation pour l'année 2008 accuse une hausse sensible de 7,7 % en moyenne annuelle. Cette évolution défavorable s'explique par la forte progression des prix des produits alimentaires (+11,5 %), des transports (+12,4 %) et de l'énergie (+12,2 %).

#### La population

Le dernier recensement général de la population réalisé le 16 septembre 2007, et publié en septembre 2008, a établi la population aux îles Fidji à 837.271 personnes, soit un accroissement de 8 % par rapport au recensement de 1996 (775.077 habitants). La population totale est représentée à 56,8 % par des Fidjiens et 37,5 % par des Indiens.

## 4 – Brèves locales

.....

### Révision de l'IPC

Le service des Statistiques et des Etudes Economiques, avec l'appui de l'INSEE, vient de publier l'indice des prix à la consommation révisé, base 100 en juin 2008 (ancien indice base 100 septembre 1989). Le calcul de ce nouvel indice s'est fondé sur les résultats de l'enquête sur le budget des familles, réalisée en 2006. Il est présenté selon la nomenclature COICOP (Classification Of Individual Consumption by Purpose) reconnue au plan international.

Ainsi, à fin septembre 2008 l'indice général des prix à la consommation s'établit à 101,5 (base 100 juin 2008), en hausse de 3,5 % en glissement annuel. Cette évolution est principalement le résultat des augmentations des postes « produits alimentaires » (+6,2 %), « électricité » (+10,9 %), « utilisation de véhicules personnels » (+17,2 %), « services d'hébergement » (+40 %).

### Hausse sensible des recettes fiscales

Les recettes fiscales perçues à fin décembre 2008 s'établissent à 1.941,2 millions de F CFP, en hausse de 10,1 % en glissement annuel. Ces recettes sont inégalement réparties entre les trois types de fiscalité : 88% de ces produits proviennent des recettes douanières, 4,1% des taxes diverses, et 7,9% de la fiscalité directe. Cette forte croissance du produit de fiscalité s'explique par l'augmentation des importations. Ainsi entre 2007 et 2008, les revenus fiscaux ont augmenté respectivement de 13,5% pour les taxes d'entrée, 5,5% pour les droits de douanes et 3,5% pour les taxes intérieures de consommation.

La croissance annuelle (12,1% en valeur) des taxes diverses résulte principalement de la progression de 8,3 % du produit des taxes sur les affaires maritimes, à 64,6 millions de F CFP au 31/12/2008 (81 % des taxes diverses). Les revenus de la taxe sur les immatriculations de véhicules ainsi que des taxes d'environnement font également l'objet d'une augmentation, respectivement de + 22,7 % à 9,2 millions de F CFP et de +49,6 % à 5,7 millions de F CFP.

Enfin, la progression annuelle des impôts directs (+20,6 %, à 154,1 millions de F CFP au 31/12/2008) s'explique par la hausse des revenus perçus sur le droit proportionnel de +59,3 % (70 millions de F CFP), sur la patente de +19,6 % (40,5 millions de F CFP) et sur les centimes additionnels de +19,7 % (12,2 millions de F CFP). A noter l'augmentation du droit proportionnel de 1 % à 2 % à compter du mois d'octobre 2008, avec une assiette modifiée. Dorénavant ce droit est perçu dès l'entrée de la marchandise sur le Territoire et non plus sur la valeur des importations de l'année précédente. En revanche, la taxe sur les sociétés sans activité enregistre une baisse de 21,1 % à 31,4 millions de F CFP fin décembre 2008, en glissement annuel.

Il convient de souligner également que les recettes perçues sur la vente de tabacs accusent une hausse de 5,5 % au 31 décembre 2008 à 243,8 millions de F CFP, en rythme annuel.

## Les importations

Les importations de l'année 2008, tirées par les importations de produits alimentaires, s'élèvent à 5.924,8 millions de F CFP, en progression de 10,4 % par rapport à l'année précédente. Quelques 32 492 tonnes de produits ont été importées au cours de cette année, +0,8 % en glissement annuel. Les importations de produits des industries agricoles et alimentaires (1.495,1 millions de F CFP) progressent tant en valeur (+3,8 % en glissement annuel) qu'en volume (+5,3 % sur un an). Les importations de biens intermédiaires (1.060,7 millions de F CFP), de produits énergétiques (897,9 millions de F CFP), de biens d'équipements (854,8 millions de F CFP) et de biens de consommation (828,3 millions de F CFP) enregistrent des hausses respectives de 21,6 %, 11,6 %, 16,7 % et 5,9 % en valeur. En volume, ces derniers augmentent respectivement de 16,3 %, 3,2 %, 10,4 %, et 20,5 % en glissement annuel. De plus, les produits de l'industrie automobile, 686,8 millions de F CFP sur l'année 2008, progressent de 7,5 % par rapport à 2007 tandis qu'ils accusent une baisse de 71,7 % en volume sur la période. Enfin, les produits agricoles, sylvicoles et piscicoles, 1,7 % des produits importés, enregistrent une hausse de 4,1 % en valeur et une baisse de 5,4 % en volume, par rapport à l'année 2007.

## Touchées de navires

Le mois de décembre a compté 4 touchées de navires commerciaux au port de Mata'Utu et Halalo contre 2 un an auparavant : deux navires de marchandises (contre un l'année précédente) et deux pétroliers (contre un en décembre 2007). Par ailleurs, un seul bateau de plaisance a été recensé au cours de ce mois contre deux à la même période de l'année précédente.

## Les indicateurs de référence

		Données brutes	Glissement annuel
<b>Prix</b>	Indice des prix à la consommation au 3ème trimestre 2008 (base 100-3T 1989)	138,91	3,3 %
<b>Salaires</b>	SMIG mensuel (janvier 2008 et septembre 2008)	79 812 XPF	+5,0%
<b>Emploi</b>	Nombre d'emplois salariés au 31 décembre 2007*	1 912	+4,1 %
<b>Echanges extérieurs</b>	Importations année 2008	5 924,8 MXPF	+10,4 %
	Droits de douanes + taxes à l'entrée fin 2007	1 120,3 MXPF	+5,7 %
	Droits de douanes + taxes à l'entrée au 31 décembre 2008	1 246,7 MXPF	+11,3%

\*hors fonctionnaires métropolitains

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure

		Données brutes	Variation / même période en n-1
<b>Energie</b>	Production nette d'électricité au 3ème trimestre 2008 (en milliers de kWh)	5 000	+0,2 %
	Consommation de gazole au 30 novembre 2008 (milliers de litres)	643	-1,4 %
	Consommation d'essence au 30 novembre 2008 (milliers de litres)	178	-9,1 %
<b>Transports</b>	Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs en novembre 2008	2 368	+2,0 %
	Touchées de navires porte-conteneurs en décembre 2008	4	100%
	Nombre d'immatriculations de véhicules neufs au 3ème trimestre 2008	67	-8,2 %

Sources : EEWF, SWAFEP, Aviation civile, Douanes

## 5 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	2,00%	10/12/2008
taux de soumission minimal sur opérations principales de refinancement	2,50%	10/12/2008
taux de la facilité de prêt marginal	3,00%	10/12/2008

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	16/12/2008	1,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	16/12/2008	2,00%	5,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	7,00% à 7,45% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2008)
taux de la facilité de prêt marginal	10/12/2008	3,00%	
taux de l'escompte de chèques	10/12/2008	3,00%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	31/12/2008	28/11/2008	Var. M-1	fin 12/07	Var. fin 07
EONIA	2,3520%	2,9680%	- 0,616 pt	3,9160%	- 1,564 pt
EURIBOR 1 mois	2,6030%	3,5740%	- 0,971 pt	4,2880%	- 1,685 pt
EURIBOR 3 mois	2,8920%	3,8530%	- 0,961 pt	4,6840%	- 1,792 pt
EURIBOR 6 mois	2,9710%	3,8970%	- 0,926 pt	4,7070%	+ 7,000 pt
EURIBOR 12 mois	3,0490%	3,9510%	- 0,902 pt	4,7450%	- 1,696 pt

#### taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,90%	02/03/1996
taux d'intérêt légal	JO RF	
année 2008	3,99%	23/02/2008
année 2007	2,95%	21/02/2007

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/12/2008	28/11/2008	Var. M-1	fin 12/07	Var. fin 07
TEMPE	2,4511%	3,1616%	- 0,711 pt	3,8632%	- 1,412 pt
EURIBOR 1 mois	2,9590%	3,8610%	- 0,902 pt	4,6850%	- 1,726 pt
EURIBOR 3 mois	3,2570%	4,2480%	- 0,991 pt	4,8340%	- 1,577 pt
EURIBOR 6 mois	3,3300%	4,3030%	- 0,973 pt	4,8100%	- 1,480 pt
EURIBOR 12 mois	3,4180%	4,3600%	- 0,942 pt	4,7860%	- 1,368 pt
TMO	3,7300%	4,2200%	- 0,490 pt	4,6100%	- 0,880 pt
TME	3,5300%	4,0200%	- 0,490 pt	4,4100%	- 0,880 pt
TRBOSP	3,6400%	3,9700%	- 0,330 pt	4,7000%	- 1,060 pt

#### Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average  
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA  
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)  
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)  
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/12/2008	28/11/2008	31/12/2007	31/12/2008	28/11/2008	31/12/2007	31/12/2008	28/11/2008	31/12/2007
taux JJ	0,125%	1,000%	4,500%	0,425%	0,675%	0,600%	1,350%	2,875%	5,775%
3 mois	1,750%	2,900%	4,775%	0,950%	1,965%	0,925%	2,850%	3,800%	5,865%
10 ans emprunts phares	2,130%	3,020%	4,090%	1,180%	1,400%	1,510%	3,020%	3,750%	4,570%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2009)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,51%
Prêts à taux fixe	7,80%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	9,04%
Prêts à taux variable	7,80%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	8,56%
Prêts relais	7,72%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	14,55%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	10,45%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,32%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	21,11%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	9,92%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	85,7453	1 NZD/XPF	49,3290	1 HKD/XPF	11,0638	1 GBP/XPF	125,2827
100 JPY/XPF	94,6026	1 AUD/XPF	58,8595	1 SGD/XPF	59,5468	100 VUV/XPF	74,4442	1 FJD/XPF	48,0071
1000 XPF/EUR	8,38	USD	1,3917	NZD	2,4191	HKD	10,7858	GBP	0,9525
JPY	126,14	AUD	2,0274	SGD	2,004	VUV	160,297	FJD	2,48571